

Un arbre qui cache soigneusement la forêt

CATHERINE DISTINGUIN

Que la restauration du château de Villers-Cotterêts, voulue par le président de la République, soit un caprice de roitelet en mal de reconnaissance, c'est un fait acquis qui rappelle fort la pyramide du Louvre de François Mitterrand, le Centre Beaubourg de Georges Pompidou ou le musée du quai Branly de Jacques Chirac. Si l'on en voit la fin, cette nouvelle toquade onéreuse du pouvoir aura au moins deux mérites : la remise en état d'un de nos plus beaux fleurons patrimoniaux et culturels, et sa consécration « internationale » à la francophonie.

A la francophonie... mais pas à la langue française. Or l'une ne va pas sans l'autre.

Le premier personnage de l'État, on se le rappellera, a lancé, un certain dimanche de 2017 à Lyon : « *Il n'y a pas de culture française.* » On a pu mesurer l'énormité du propos. Le même personnage fait aussi rayonner notre langue en n'hésitant pas à parler franglais dans des circonstances on ne peut plus officielles, oubliant que la langue française est la sève de notre singularité, et que la culture francophone est notre bien commun que nous nous devons de faire vivre en toutes circonstances, sauf à le laisser s'asphyxier dans le magma mondialisé. Son développement trouve son origine dans une féconde association du quotidien de notre peuple et de la dynastie qui a forgé la nation française. Dire qu'il n'y a pas de culture française, c'est nier cet héritage, c'est considérer les éléments de notre patrimoine, dans la richesse de leur diversité, comme de simples « *produits manufacturés* »¹, c'est vouloir, finalement, consacrer l'emprise des marchés sur la culture.

Face à cette « déconstruction » violente du paradigme français, la restauration du château de Villers-Cotterêts apparaît comme l'édulcorant qui tente d'atténuer l'amertume de la potion médicamenteuse.

Aménager les 22 000 m² du château de François I^{er} n'est pas une mince affaire. Trouver les partenariats appropriés pour que le projet soit à peu près rentable non plus. Il faudra, semble-t-il, laisser du temps au temps. Et quelle meilleure méthode, pour se délivrer des importuns, que de distribuer quelques « douceurs » au bon peuple, et en l'occurrence au réseau des associations promouvant la francophonie, en les invitant à réfléchir à des propositions pour alimenter les programmes mis en œuvre au sein du château ? On ne voit pas de meilleures réponses à y apporter que celles développées par Joël Broquet, président du *Carrefour des Acteurs sociaux*, dans le dernier numéro de la Nouvelle Revue universelle², si tant est que l'on admette que « l'espérance est un risque à courir », comme disait Bernanos.

Ce n'est pas le combat du français contre l'anglais mais celui de la diversité linguistique contre l'uniformité du tout anglais

Parmi ces propositions, il en est une qui mérite une observation toute particulière : celle d'associer au projet Villers-Cotterêts la *Biennale de la langue française*. Celle-ci constitue d'évidence un repère culturel sérieux, largement reconnu et, de surcroît, un rempart solide contre l'uniformisation mondialiste. Association internationale créée en 1964 par le linguiste Alain Guillerrou³, elle n'a eu de

1 . Selon les mots du chanteur et compositeur belge Olivier Juprelle.

2 . Joël Broquet, *De Villers-Cotterêts (1539) à Villers-Cotterêts 2019*, NRU n° 54, p.179-187.

3 . Alain Guillerrou (1913-1998), linguiste, agrégé de l'université, professeur de roumain à l'INALCO, traducteur de Mircea Eliade, fondateur de la *Biennale de la langue française*.

cesse, conformément à son objet, d'assumer avec constance la sauvegarde du meilleur français possible, écrit et parlé par le plus grand nombre possible de francophones. Successivement présidée par Maurice Genevoix, Léopold Sédar Senghor et Jacqueline de Romilly, cette vénérable institution est à l'origine de la création de la *Fédération internationale des professeurs de français* (FIPF) et du *Conseil international de la langue française* (CILF). Tous ses congrès organisés à l'échelon international ont traité de sujets fondamentaux et fédérateurs pour la préservation et le rayonnement de notre langue dans le monde. Comme le rappelle avec justesse l'un de ses présidents, le grammairien Roland Eluerd : « *Nous n'avons vocation ni à momifier, ni à déplorer, ni à censurer ni à nous taire. [...] Ce combat n'est pas le combat du français contre l'anglais. C'est le combat de la diversité des langues contre l'uniformité du tout anglais.* » Aujourd'hui présidée par Cheryl Toman, une universitaire américaine qui enseigne à la Sorbonne, la *Biennale de la langue française* bénéficie d'un statut privilégié au sein de la Francophonie. Elle est en effet dotée d'une accréditation officielle lui octroyant le droit d'être consultée sur les réflexions stratégiques, programmes et actions de l'OIF, l'*Organisation internationale de la Francophonie*. Elle aurait très naturellement sa place comme entité de référence au sein du futur Centre international de la Francophonie de Villers-Cotterêts.

Une prophétie baudelairienne

Mais cette projection dans l'avenir radieux d'un château restauré abritant les outils d'une culture francophone en expansion apparaît déjà comme une trop brillante illusion. Force est de constater, en effet, que la réalité est bien différente. Le conte de fée s'avère destiné à masquer aux yeux du monde et d'abord à ceux des Français, les manipulations diverses et variées qui prennent notre langue en otage. La langue française est à présent sous influence. Elle est enrôlée pour faire d'elle une arme de pouvoir. L'avènement du mandat Macron en a été le signe déclencheur. L'État a bel et bien pris la main sur la langue française.

Dernier exemple en date : l'écriture inclusive, qui a déjà le vent en poupe dans toutes les administrations. Certains universitaires s'en inquiètent. Ainsi, selon Jean Szlamowicz, linguiste et professeur des Universités, « *l'écriture inclusive s'abrite derrière la défense des femmes pour contribuer à changer les mentalités en tordant le cou à la grammaire.* »⁴ Et la guérilla culturelle fait son chemin, ressemblant à s'y méprendre au programme prôné par le théoricien marxiste Antonio Gramsci pour conquérir l'hégémonie culturelle.

Autre manœuvre d'intimidation idéologique, la féminisation des noms de fonctions et de titres, objet de passes d'armes lamentables à l'Assemblée nationale ou au Sénat. Pire encore, l'Académie française, supposée être la « gardienne de l'usage correct de la langue », est prise au piège d'un président de la République venu jusque dans ses murs museler sa voix. Un silence assourdissant. L'échange de lettres entre Bertrand Louvel, premier président de la Cour de Cassation, et Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française, est sur ce point édifiant. La saisine de l'Académie par la Cour de Cassation, en date du 20 avril 2017, à propos de la féminisation des fonctions qui s'est largement étendue au sein du corps judiciaire, en contradiction avec les textes fondateurs qui n'autorisent pas le gouvernement à modifier le français de sa seule autorité, n'a reçu, après sept mois, qu'une réponse laconique qui ne tranche pas le débat.

Seul à ce jour, le brillant président de l'*Union nationale des Écrivains de France*, Arnaud Upinsky, a osé se substituer à l'Académie pour répondre à Bertrand Louvel dans une démonstration magistrale qui clarifie les choses et répond aux attentes en confirmant la loi.⁵

Déjà l'Académie française s'était misérablement ridiculisée devant le piratage organisé du mot « mariage ». À présent, c'est le gouvernement qui fixe le sens des mots, comme l'avait annoncé

4 . Jean Szlamowicz et Xavier-Laurent Salvador, *Le Sexe et la Langue*, éditions Intervalles.

5 . Arnaud Upinsky, lettre à Bertand Louvel, premier président de la cour de Cassation, consultable dans son intégralité sur le site <http://upinsky.work>

Orwell. Faut-il en conclure que la mise à mal de notre langue et au-delà de notre culture francophone est en marche ? Comment ne pas le craindre ?

Dès le XIX^e siècle, c'est Baudelaire qui a donné l'alerte : un jour viendra, a-t-il dit, où « *la mécanique nous aura tellement américanisés, le progrès aura si bien atrophié en nous toute la partie spirituelle, que rien parmi les rêveries sanguinaires, sacrilèges ou antinaturelles des utopistes ne pourra être comparé à ses résultats positifs.* »⁶ Villers-Cotterêts ou pas, nous sommes bien aux prémices de l'accomplissement de la prophétie baudelairienne.

6 . Charles Baudelaire, *Fusées*, 1867.